

La pression réglementaire recule, la comptabilité carbone continue de s'imposer : les enseignements du premier "Carbon Footprint Radar" mondial

Paris, le 30 septembre 2026 - Alors que la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) vient de perdre 80% de son périmètre en Europe et que le discours ESG (Environnement, Social et Gouvernance) marque le pas à l'échelle mondiale, la pratique, elle, ne recule pas.

C'est ce que révèle la première édition du Carbon Footprint Radar, baromètre mondial des pratiques de comptabilité carbone en entreprise, publié par Sami avec SGS, HEC Paris, EDF et SEPA.

67,7% des entreprises répondantes ont déjà réalisé leur bilan carbone. L'étude met aussi en lumière un basculement inattendu en Asie : en retard sur la mesure classique, elle est pourtant déjà en tête mondiale sur l'intelligence artificielle appliquée au carbone. Autre signal fort, un profil français à deux vitesses : pionnière sur la vérification de ses résultats, la France est pourtant la plus en retard du panel sur l'IA.

Sami, plateforme française de comptabilité carbone intégrée au groupe SGS depuis fin 2025, a interrogé plus de 550 entreprises dans 62 pays entre juin et août 2026 pour dresser cette photographie inédite des pratiques carbone, pays par pays et secteur par secteur.

"La comptabilité carbone n'est plus un point d'arrivée dicté par la réglementation, c'est un parcours que les entreprises poursuivent par conviction. Convaincre reste un vrai enjeu, notamment pour les entreprises qui n'ont pas encore franchi le pas - mais pour celles qui mesurent déjà, le défi est désormais d'outiller cette maturité : sur le Scope 3, sur le produit, sur la vérification", résume Tanguy Robert, cofondateur et co-CEO de Sami.

Un paradoxe réglementaire

Loin du durcissement annoncé, la contrainte réglementaire s'est allégée en Europe : la directive Omnibus I a réduit d'environ 80% le périmètre de la CSRD, faisant passer son champ d'application de 50 000 entreprises à environ 10 000, dont 1 200 en France. En Asie, aucun cadre réglementaire unifié n'existe encore. Le discours ESG, de son côté, a nettement reflué à l'échelle mondiale.

Cet allègement ne se traduit pas pour autant par un recul sur le terrain. Sept entreprises répondantes sur dix ont déjà mesuré leur empreinte carbone, et pour près des deux tiers d'entre elles, l'exercice est devenu annuel. Pour les auteurs de l'étude, la mesure carbone s'est ainsi détachée de son déclencheur réglementaire pour devenir un standard de gestion à part entière, porté davantage par une conviction interne que par la contrainte.

« Le Radar montre que le reporting carbone n'est plus porté par la seule réglementation : clients et concurrents sont désormais les forces les plus puissantes en faveur de la transparence, avec un rôle qui reste important pour l'engagement volontaire de la direction, notamment en Europe. Cela peut créer sa propre dynamique de marché - les entreprises publient parce que les parties prenantes valorisent l'information, et parce qu'il devient plus difficile de rester silencieux une fois que d'autres jouent la transparence. C'est

exactement le type de dynamique ascendante que nous étudions au HEC Paris Sustainability and Organizations Center, pour créer les conditions d'une publication plus intelligente des données de durabilité » déclare Brian Hill, professeur-chercheur CNRS en économie et sciences de la décision à HEC Paris.

Le Scope 3 : un défi universel, une opportunité pour tous

67,7% des entreprises interrogées ont réalisé au moins un bilan carbone corporate, avec un écart régional marqué : 83,3% en France, 89,5% au Royaume-Uni, contre seulement 37,2% en Asie.

Du côté des entreprises qui n'ont encore jamais mesuré leur empreinte, l'étude bat en brèche l'explication financière : le coût n'est cité que par 15,4% d'entre elles, loin derrière le manque de priorité en interne (51%). Le frein est avant tout décisionnel.

Un obstacle, en revanche, touche l'ensemble des entreprises sans distinction, quels que soient leur taille ou leur pays : la donnée sur les émissions indirectes, le fameux Scope 3, citée par 77,5% des répondants. Ni l'expérience (84,6% de citations chez les entreprises les plus aguerries) ni la taille de l'entreprise n'en atténuent la difficulté.

"Le Scope 3 est complexe, car il recoupe de nombreux postes comme les biens et services, les déplacements professionnels et l'utilisation des produits vendus. De plus, il exige d'assumer du double ou triple comptage. En effet, le scope 3 d'une entreprise correspond au scope 1 ou 2 d'une autre. Néanmoins, le scope 3 porte un enjeu stratégique. C'est dans ce périmètre que se concentrent le plus grand potentiel de décarbonation et, par conséquent, les opportunités qui mèneront vers une transition durable. Ce Radar confirme que les entreprises qui avancent aujourd'hui sur ce sujet sont celles qui engageront leur écosystème dans un plan de transition climatique crédible ", **souligne Carine de Boissezon, Directrice Impact du groupe EDF.**

En Asie, l'intelligence artificielle devance la mesure elle-même

22,9% des entreprises utilisent déjà l'intelligence artificielle dans leur démarche carbone, et 24,7% prévoient de l'adopter prochainement. C'est sur ce terrain que l'écart géographique se révèle le plus frappant : 43,2% d'adoption en Asie, contre seulement 11,4% en France. Pourtant en retard sur la mesure carbone classique, les entreprises asiatiques ne suivent pas la trajectoire empruntée par l'Europe : elles la court-circuitent en misant directement sur l'automatisation.

L'intelligence artificielle ne se substitue pas pour autant à l'accompagnement humain, souligne l'étude : les entreprises qui l'utilisent le plus sollicitent aussi davantage un consultant externe que celles qui s'en passent (42,9% contre 27,2%).

Un bénéfice d'image avant un bénéfice financier

Lorsqu'un bénéfice concret est constaté, c'est d'abord l'image de marque qui en profite (49,5% des citations), loin devant la réduction effective des coûts (25,4%). La démarche carbone porte donc ses fruits, mais rarement là où on l'attend en priorité.

Signe de ce décalage, 56,4% des entreprises n'ont encore jamais évalué l'impact économique de leur propre démarche. Un flou qui touche en premier lieu ceux qui décident du budget : selon l'étude, les dirigeants sont souvent ceux qui en connaissent le moins le retour.

Zoom France : premier de la classe sur la vérification, dernier sur l'IA

Avec 211 réponses, la France constitue le plus gros contingent national de l'étude, et l'un des profils les plus contrastés. Le pays affiche le taux d'engagement de la direction le plus élevé de toutes les régions étudiées (62,9%). A l'échelle mondiale, 44,6% des entreprises font déjà vérifier leurs résultats par un tiers, et 14,2% supplémentaires le prévoient pour leur prochain bilan - la France se classe parmi les meilleurs élèves de ce mouvement, avec l'un des taux de vérification les plus élevés du panel (63,7%).

L'image s'inverse totalement sur l'intelligence artificielle, où la France ferme la marche avec seulement 11,4% d'adoption, le taux le plus bas de l'ensemble de l'étude. Autre signal révélateur : les entreprises françaises sont aussi celles qui réclament le plus de benchmark sectoriel (59,6%, un record dans l'étude), une demande de comparaison à laquelle peu d'outils répondent aujourd'hui.

Mesurer n'est pas encore agir

41,9% des entreprises disposent d'un plan de transition formel pour réduire leurs émissions. Mais l'étude pointe un décalage plus préoccupant : 43,1% des entreprises n'engagent pas encore formellement leurs fournisseurs sur le sujet carbone, alors même que cette donnée fournisseur est identifiée, tout au long du rapport, comme le premier blocage - aussi bien pour mesurer que pour réduire ses émissions.

Sur ce point précis, c'est la taille de l'entreprise qui structure l'écart, bien plus que la géographie : 66,7% des entreprises de plus de 5 000 salariés disposent d'un plan formel, contre seulement 33,3% de celles employant moins de 1 000 personnes.

Autre disparité à noter : les entreprises ne mesurent pas toutes de la même façon. La France s'appuie très majoritairement sur le Bilan Carbone®/BEGES (65,7%), quand le reste du monde privilégie le GHG Protocol (74,5%) - une divergence méthodologique qui complique la tâche de toute entreprise cherchant à consolider une chaîne de valeur internationale.

"Ce premier Radar confirme une conviction que nous partageons chez SGS : la donnée carbone n'a de valeur que si elle débouche sur une action concrète. C'est pour cela que nous élargissons continuellement notre accompagnement, de la mesure et la vérification jusqu'aux marchés carbone et aux stratégies de décarbonation, pour que chaque entreprise trouve le bon appui à chaque étape de son parcours", explique Francesca Cerchia, Global Head of Climate Solutions chez SGS.

Le produit, prochaine frontière de la comptabilité carbone

Seules 41,6% des entreprises ont engagé une démarche de bilan carbone sur leurs produits, avec un décalage de deux à trois ans par rapport au bilan d'entreprise. C'est précisément sur ce terrain que se joue la corrélation la plus nette de toute l'étude : 45,8% des entreprises ayant mesuré l'empreinte de tous ou de la plupart de leurs produits utilisent l'intelligence

artificielle dans leur démarche carbone, contre seulement 15,0% de celles n'en ayant mesuré aucun.

Méthodologie

Cette étude s'appuie sur 556 réponses collectées entre le 16 juin et le 28 août 2026, via un questionnaire en ligne diffusé dans 62 pays. Six d'entre eux disposent d'un effectif suffisant pour une analyse individuelle : la France, le Royaume-Uni, le Japon, l'Inde, Taïwan et la Chine. L'échantillon, de nature volontaire, a été recruté via les réseaux professionnels des partenaires de l'étude : les résultats se lisent donc comme représentatifs des entreprises déjà sensibilisées au sujet, plutôt que de l'ensemble du tissu économique mondial.

Contacts presse

Sami - LYR Consulting

Laure Schlagdenhauffen laure.schlagdenhauffen@lyrconsulting.co - +33 6 30 11 97 50

Nuria Rivaya - nuria.rivaya@lyrconsulting.co - +33 7 88 56 79 96

A propos de Sami

Fondée en 2020, Sami est une scale-up française qui accompagne les entreprises dans leur transition bas-carbone et leur pilotage ESG, via un logiciel dédié et une équipe conseil experte. Plus de 2 000 organisations lui font confiance, parmi lesquelles Intersport, Doctolib, SciencesPo, Keolis, France TV ou encore la Ligue de Football Professionnel. Intégrée au groupe SGS depuis fin 2025, Sami ambitionne de devenir une référence européenne de la décarbonation.

À propos du HEC Paris Sustainability & Organizations Center

Le Sustainability & Organizations (S&O) Center développe une recherche rigoureuse et interdisciplinaire, à la croisée de la réflexion académique et des savoirs issus de la pratique. En produisant des connaissances solides sur la durabilité climatique et sociale, le centre contribue au développement des sciences de gestion tout en éclairant les réponses organisationnelles et politiques face aux grands enjeux sociétaux. Ce faisant, il promeut des agendas de recherche innovants et soutient la construction de trajectoires fondées sur la preuve vers des formes de développement plus durables et plus inclusives.